

Mathieu Lefèvre, le « commissaire politique » devenu ministre bis de l'écologie

Chargé de la transition écologique, ce fidèle de Darmanin a défendu sans ambages la loi d'urgence agricole, adoptée mardi 2 juin à l'Assemblée nationale, et qui sacrifie l'environnement au profit de l'agrobusiness. Malgré ses positions très peu écolo-compatibles, il s'est imposé comme le seul maître à bord à l'Hôtel de Roquelaure.

[Lucie Delaporte](#) et [Pauline Graulle](#)

2 juin 2026 à 20h49

Il a finalement laissé la dernière image à sa ministre de tutelle. Mardi 2 juin, après le vote en première lecture du projet de loi d'urgence agricole, c'est, fait rare, Monique Barbut qui a assisté sur le banc des ministres au scrutin final.

La ministre de la transition écologique est restée assise, silencieuse, à côté de son homologue à l'agriculture Annie Genevard, qui a salué une « *étape importante pour l'agriculture* », après l'adoption de la loi grâce aux voix du camp présidentiel, de la droite et de l'extrême droite.

Depuis le commencement de l'examen de la loi en séance publique, le 19 mai, c'est pourtant son ministre délégué à la transition écologique Mathieu Lefèvre qui s'est imposé comme le grand orchestrateur d'une loi décriée. Et qui a laissé bouche bée la gauche et les écologistes, atterrés par l'attitude de ce ministre qui n'a pas une fois pris ses distances vis-à-vis d'une Annie Genevard défendant avec zèle les intérêts du modèle productiviste.

Après quinze jours de débats en séance, c'est donc peu dire que l'intéressé laisse un souvenir contrasté aux défenseurs et défenseuses de l'environnement. « *On a bien vu qu'il n'y connaissait rien. On aurait attendu d'un ministre de la transition écologique qu'il cite le Giec [Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat – ndlr], qu'il défende les zones humides, parle d'aménagement du territoire pour restaurer le cycle de l'eau... Au lieu de ça, il n'a fait que répéter les éléments de langage de la FNSEA* », tacle le député écologiste Benoît Biteau.



Mathieu Lefèvre à Paris, le 1er avril 2026. © Photo Anna Kurth / AFP

« Il a donné un avis favorable aux tirs sur le loup dans les réserves naturelles. Il s'agit quand même d'une espèce protégée ! », s'indigne sa collègue de banc Marie Pochon. Quant à la socialiste Mélanie Thomin, elle s'agace : « Disons qu'on s'est rendu compte qu'il était ministre de la productivité, pas de l'écologie », résume celle qui s'étonne de n'avoir vu sa ministre de tutelle, Monique Barbut, « qu'une demi-journée au banc » sur les quinze jours qu'a duré l'examen du texte.

Mathieu Lefèvre, lui, n'a en revanche jamais manqué à l'appel pour défendre cette « loi de l'agrobusiness », selon l'expression de l'insoumise Aurélie Trouvé. Chaque fois, le ministre délégué a été au rendez-vous pour s'opposer aux amendements de la gauche et des écologistes qui ont tenté de rappeler que le Code de l'environnement n'était pas superflu en matière agricole.

Qu'importe si [le consensus scientifique](#) affirme que les mégabassines sont une « maladaptation » au changement climatique, que les zones humides sont des réservoirs inestimables de la biodiversité et qu'elles empêchent l'engrenage sécheresse-inondation lié au dérèglement climatique.

Mathieu Lefèvre a défendu sans ciller un texte en faveur des premières et contre les secondes, le tout au nom de la « souveraineté alimentaire ». [Il a aussi défendu un projet de loi](#) qui résonne comme une mise sous tutelle de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) pour plus d'efficacité...

« En réalité, on l'a moins entendu prononcer les mots “biodiversité”, “climat” ou “sobriété” que les mots “compétitivité” ou “simplification” », raconte l'écologiste Nicolas Thierry, qui l'avait rencontré en février dans son ministère, au sujet de sa loi sur [les PFAS](#). Il s'est rapidement fait son idée sur le personnage : « Un ministre loin d'être incompetent et même plutôt bon sur le versant technique... Ce qui est presque pire quand on voit comment il traite l'écologie... », soupire-t-il.

Du bleu plutôt que du vert

Il y a quelques mois encore, il n'était qu'un député discret, resté dans l'ombre portée de son mentor Gérard Darmanin. Au point qu'à l'annonce de sa nomination à l'automne 2025 par Sébastien Lecornu comme ministre délégué à la transition écologiste, tout le monde s'est interrogé.

« C'est vrai qu'on l'aurait plus imaginé à Bercy ou dans un ministère régalien », reconnaît son collègue macroniste Ludovic Mendes, qui juge néanmoins que « l'écologie, c'est aussi de l'économie et de la finance », et que le ministre est un « gros bosseur ». Ancienne membre de la commission du développement durable, la vice-présidente La France insoumise (LFI) de l'Assemblée nationale, Clémence Guetté, se montre plus tranchante : « Sa nomination n'est rien d'autre que du recyclage des derniers supporters de la macronie, il ne connaît rien à l'écologie ! »

Projet de loi d'urgence agricole : un texte frontal contre l'écologie

Présenté comme une réponse à la colère du monde agricole qui [s'est encore exprimée cet hiver](#), le projet de loi d'urgence agricole qui vient d'être voté à l'Assemblée nationale comporte trois principaux volets.

Sur l'eau, il facilite [la construction de mégabassines](#) – ces ouvrages étant de plus en plus attaqués devant les tribunaux – en supprimant notamment la phase de consultation citoyenne sur ces projets. Les préfets pourront également, lorsqu'une mégabassine a été déclarée illégale, comme c'est le cas pour celle de Sainte-Soline (Deux-Sèvres), autoriser pendant deux ans les agriculteurs et agricultrices irrigant·es à poursuivre leur utilisation.

La protection des zones humides, réservoirs de la biodiversité, sort fragilisée puisque le texte affaiblit les mesures de compensation en cas d'attaques contre ces espaces.

Alors que des scientifiques viennent d'alerter sur les risques qui pèsent sur notre eau potable en raison des pollutions, le texte diminue le nombre de captages d'eau à surveiller.

Concernant l'élevage, le projet de loi facilite l'agrandissement des bâtiments d'élevage au nom de la compétitivité. Une carte blanche pour les « mégapoulaillers », a dénoncé la gauche, mise en minorité tout au long du débat.

Enfin [la protection du loup](#), en réponse – comme l'ensemble du texte – à une demande expresse de la FNSEA, ressort considérablement affaiblie. Les loups pourront être chassés avec une « *présomption de légitime défense* », y compris dans les réserves naturelles et parcs nationaux.

D'écologie, on ne l'avait en effet jamais entendu parler avant son arrivée à l'hôtel de Roquelaure. En la matière, les faits d'armes de Mathieu Lefèvre se comptent d'ailleurs sur les doigts d'une main : avoir voté contre [la loi Duplomb](#) le 8 juillet 2025 – alors que la pression commençait à s'intensifier sur les parlementaires. Ou avoir défendu l'amendement du gouvernement visant à préserver des zones à faibles émissions (ZFE) à la carte – tout en sachant que ce cavalier législatif serait retoqué par le Conseil constitutionnel.

Pour le reste, l'intéressé s'est toujours inscrit dans la droite ligne de l'actuel garde des Sceaux, dont il fut le chef de cabinet à Bercy, puis Place Beauvau, un ministère d'où Gérard Darmanin organisa l'impitoyable répression des militant·es antibassines en 2023.

Interrogé sur le sujet par LFI il y a quinze jours dans l'hémicycle, et alors même que les principales figures de la manifestation comparaissaient devant la cour d'appel de Poitiers pour « *organisation de manifestation interdite* », Mathieu Lefèvre assumait encore : « *À Sainte-Soline, quand on vient avec des armes par destination, ce n'est pas l'environnement qu'on défend, c'est parce qu'on est contre les forces de l'ordre et contre l'ordre.* »

Malgré un CV rachitique sur le volet « écologie », ce titulaire d'un master en marketing et communication est désormais sur le point de s'imposer comme le seul maître à bord à l'Hôtel de Roquelaure.

L'ordre et la sécurité : depuis son élection dans sa circonscription du Val-de-Marne en 2022, Mathieu Lefèvre s'est surtout illustré en étant un des députés les plus durs du groupe macroniste. Fervent défenseur de la très droitière [loi immigration de 2024](#), il a prôné tour à tour l'augmentation des places dans les centres de rétention administrative (CRA) et défendu la loi anti-squat de [son camarade ultralibéral](#) Guillaume Kasbarian. Le successeur de Gilles Carrez, son père en politique, n'a en outre jamais caché sa préférence pour une politique probusiness ou son aversion pour les trente-cinq heures.

Mais au Palais-Bourbon, le nom de Mathieu Lefèvre rime surtout avec « *soutien inconditionnel* » à Israël. Après avoir été accusé d'organiser, main dans la main avec Aurore Bergé et Caroline Yadan, [une « loi du silence »](#) sur l'État hébreu quand il était président du groupe de lutte contre l'antisémitisme au Palais-Bourbon, il prenait la suite de sa collègue à la tête du groupe France-Israël en 2023 – une « *excellente nouvelle* » [saluée par Arié Bensemhoun](#), directeur du [lobby pro-israélien Elnet-France](#).

Un poste où il a été aux premières loges pour défendre le pays dirigé par Benyamin Nétanyahou après le 7-October, organisant notamment la projection du [film controversé](#) sur le massacre réalisé à partir des images compilées par l'armée israélienne.

Ministre bis de l'écologie

Malgré un CV rachitique sur le volet « écologie », ce titulaire d'un master en marketing et communication est désormais sur le point de s'imposer comme le seul maître à bord à l'Hôtel de Roquelaure. Dans différents médias il était d'ailleurs déjà présenté comme « *ministre de la transition écologique* » – et non « ministre délégué » – par *La Tribune* et France Télévisions. « *Autant Monique Barbut apporte la caution écolo, autant lui est là pour empêcher que l'écologie remette en cause la société voulue par la droite* », souligne un député écologiste qui le décrit en « *commissaire politique* » dont le rôle se bornerait à s'assurer qu'« *on ne touche pas à Bercy* ».

À lire aussi

[Monique Barbut, une ministre de l'écologie portée disparue](#)
22 avril 2026

Placé auprès de Monique Barbut, novice en politique, pour la chaperonner dans ce milieu dont elle ne connaît ni les us ni les coutumes, comme l'admet volontiers la ministre, Mathieu Lefèvre a en effet rapidement pris l'ascendant politique sur elle. Alors que le projet de loi de « simplification de la vie économique », texte fourre-tout s'en prenant frontalement à l'écologie, commençait à s'enliser, Matignon a mandaté au début de l'année Mathieu Lefèvre et Laurent Panifous pour négocier avec les partis et trouver des compromis.

Monique Barbut comprendra, trop tard, que son ministre délégué a lâché sur à peu près tous les enjeux écologiques pour que le texte soit soutenu par la droite et l'extrême droite. Une douche froide pour la ministre, dont l'entourage reconnaît qu'« *elle a fait preuve d'une certaine naïveté* » dans ce dossier. Pendant que la ministre, ancienne présidente du [WWF](#), se félicite d'avoir su arracher la qualification d'espèce protégée pour deux oiseaux, [le lagopède alpin et le grand tétras](#), des pans entiers de la loi Climat et résilience de 2021, issue de la Convention citoyenne sur le climat, sont supprimés.

Le déjà maigre bilan d'Emmanuel Macron sur l'écologie est rayé d'un trait de plume, avec – amère ironie – la complicité active du ministre délégué à la transition écologique. « *C'est un habile politicien. À l'Assemblée, il répond avec une forme de tranquillité teintée de mépris à nos questions*, détaille la députée écologiste Marie Pochon. *Le problème, c'est qu'entre Monique Barbut qui a brillé par son absence et lui qui est resté aligné sur les positions d'Annie Genevard, on n'a plus de ministère de la transition écologique.* »

[Lucie Delaporte](#) et [Pauline Graulle](#)

